Document generated on 07/12/2025 5:31 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 189 p., tabl., réf., ann.

Claude Bariteau

Volume 27, Number 3, 2003

Déshumanisation / Réhumanisation

URI: https://id.erudit.org/iderudit/007946ar
DOI: https://doi.org/10.7202/007946ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bariteau, C. (2003). Review of [Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 189 p., tabl., réf., ann.] *Anthropologie et Sociétés*, *27*(3), 208–212. https://doi.org/10.7202/007946ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

l'aboutissement), les sociologues québécois sont partagés entre engagement social et la recherche positive, entre jugement de valeur et jugement de fait, qu'ils dissocient sans les séparer, et sans jamais sacrifier l'un à l'autre. Entre l'engagement et la science, ils ne choisissent pas, ni ne parviennent à une synthèse, et avec des variantes et des déplacements parfois significatifs, cette dualité se maintient jusqu'à aujourd'hui. Elle se distingue, précise Warren, à la fois de l'épistémologie marxiste (dans sa version la plus hégélienne) où la morale égale le réel et le mouvement de l'histoire, et du positivisme, pour lequel les lois se dégagent directement des faits, et la question des valeurs ne se pose pas.

À cette thèse, on pourra cependant objecter que rarement les sociologies en dehors du Québec n'ont soutenu des positions hégélienne ou positiviste aussi radicales, et que le dualisme, loin d'être caractéristique de la sociologie québécoise, est présent dans toutes les sociologies (avec des variantes comme on en trouve au Québec) ; il est partout au centre de l'interrogation et de l'engagement sociologique. Jean-Philippe Warren ne se prononce d'ailleurs jamais directement sur la valeur de ce dualisme, mais son ouvrage, après d'autres, suggère qu'il est sans doute indépassable, et comme l'opposition individu-société, bien que rigoureusement intenable, il est méthodologiquement nécessaire et intellectuellement productif au bout du compte. S'il est vrai que la sociologie québécoise a toujours été ouvertement *engagée*, ce qui la caractérise davantage est peut-être cet autre trait, indiqué par Warren : une attention constante à la société globale, du fait de la question nationale, qui lui donne sa tournure « organique ».

Une dernière remarque. Pareille histoire devrait être entreprise pour l'ethnologie au Québec, semblable relecture devrait être faite des travaux de Marius Barbeau, de Marcel Rioux, de Luc Lacoursière et des folkloristes, entre autres, de leur participation dans les débats scientifiques et sociaux de leur époque, de leurs liens avec les différents mouvements politiques et culturels, par exemple le courant régionaliste dans l'art canadien. Moins encore que les sociologues, les anthropologues du Québec s'intéressent à leur passé relégué souvent dans le… folklore. Davantage attentifs aux dernières vagues de la postmodernité théorique, ils oublient ce qui s'est fait ici avant eux. Ils y trouveraient pourtant, mieux qu'une méthode ou qu'une théorie, l'origine de leurs questions.

Éric Gagnon
CLSC-CHSLD Haute-Ville-Des-Rivières
55, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 1S9
Canada

Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 189 p., tabl., réf., ann.

Je n'ai pas l'éloge facile mais, lorsque j'apprécie un livre, je ne m'en cache pas, même si je ne partage pas toutes les idées des auteurs. C'est le cas avec *Les raisons fortes* de Gilles Gagné et Simon Langlois. J'ai apprécié ce livre au point d'en recommander la lecture à tous ceux et celles que la question du Québec passionne. Ils y trouveront une analyse très bien campée des appuis des Québécois et Québécoises au projet de « souveraineté partenariat »

en 1995 et entre 1999 et 2001. Ils y apprendront que le soutien au projet de 1995 demeure constant en 1999-2001 (ce qui va à l'encontre des idées véhiculées dans la plupart des médias), quoique différemment réparti dans les groupes que les auteurs ont construits.

Ce livre va plus loin que la description par variables des comportements des électeurs. Gagné et Langlois cherchent plutôt à expliquer des comportements électoraux avec l'ambition de décortiquer les intentions de vote en prenant pour assises « les raisons que se donnent d'agir les citoyens appelés à faire des choix politiques et des choix de sociétés » (p. 21). Par cette approche, leur livre se situe dans le champ de l'explication et a pour assises un modèle théorique qu'ils ont dynamisé en l'associant aux théories des mouvements sociaux. J'y reviendrai plus bas.

Les auteurs ont construit, dans la première partie, six regroupements à l'aide de quatre variables qu'ils ont dichotomisées : l'âge (18-54 ans ou 55 ans et plus) ; la relation au travail (actifs, étudiants et chômeurs ou inactifs, retraités et au foyer) ; le revenu (au-dessus ou en deçà de 20 000 $) ; et la langue (francophones ou allophones et anglophones). Le premier regroupement, le plus important numériquement (44,9 % de la population), contient le groupe porteur du projet. Appelé « de type I », il est composé de francophones de 18-54 ans, étudiants et actifs avec un revenu de plus de 20 000 $. Trois autres regroupements de francophones complètent le premier : les francophones de 18-54 ans, inactifs et à faible revenu (type II avec 15,9 % de la population) ; les francophones actifs de plus de 55 ans (type III avec 5,6 % de la population) ; et les francophones inactifs de plus de 55 ans (type IV avec 17,9 % de la population). Le cinquième regroupement est composé des anglophones et des allophones de 18-54 ans (type V avec 12,3 % de la population) alors que le sixième comprend des anglophones et allophones de plus de 55 ans (type VI avec 4,4 % de la population).

Parmi ces regroupements, Gagné et Langlois relèvent un fort appui (71,3 %) du groupe porteur à la « souveraineté partenariat » vers la fin de la campagne (26 octobre 1995) et une baisse notable de l'appui des types II et IV (francophones de 18-54 ans inactifs ou avec un faible revenu et inactifs de plus de 55 ans). Forts de ce constat, ils s'interrogent sur l'effet de l'implication accrue de Lucien Bouchard. Ils notent plutôt une mobilisation des électeurs du groupe porteur, ces derniers ayant vu le projet de « souveraineté partenariat » comme une fenêtre pour changer la société. Avec les sondages de 1999-2001, si Gagné et Langlois signalent un appui stable en faveur du projet, leur analyse par regroupements d'électeurs fait ressortir : 1) une baisse de l'appui venant du groupe porteur ; et 2) des gains modestes « dans les types II et III chez les francophones, gains plus importants chez les francophones retraités, gains importants aussi chez les allophones et anglophones » (p. 70).

La deuxième partie du livre aborde les variations qu'ont révélées certains analystes des sondages. La première est la baisse de l'appui des électrices au projet. Visible chez les électrices du type I, cette baisse est plus forte chez les électrices du type II. Aussi Gagné et Langlois y voient-ils un désenchantement à l'égard des politiques de soutien aux ménages, notamment des ménages à revenu modeste. S'agissant des Anglo-Québécois et des allophones, les auteurs identifient un clivage entre les plus jeunes et les plus âgés. Les premiers, principalement les ouvriers et les travailleurs moins qualifiés, s'inscriraient plus facilement dans l'horizon québécois, du moins jusqu'à la fin de 2000, alors que les deuxièmes, toujours ancrés dans leurs convictions de participer au Québec à l'édification du Canada, en demeureraient éloignés. Ici, encore, Gagné et Langlois font ressortir que les rapports sociaux ont contribué à modeler l'expression des électeurs.

Le dernier chapitre de la seconde partie s'attaque à des lectures simplistes des comportements des électeurs en régions. Données à l'appui, Gagné et Langlois montrent que, dans la région de Québec, le soutien au OUI chez les électeurs du type I fut analogue à celui de Montréal ou dans la plupart des régions. Pour eux, le pourcentage atteint par le OUI dans la région de Québec s'explique plutôt par le fait qu'y résident plus de personnes âgées et que cette région englobe celle de Chaudières-Appalaches où se trouvent plus d'électeurs du type II.

Ces explications fournies, Gagné et Langlois s'interrogent sur l'impact de la concentration dans la grande région de Montréal des électeurs Anglo-Québécois et Allophones qui, par leur poids respectif, font de celle-ci une région distincte du reste du Québec. Cela les conduit à signaler une fracture du Québec en deux : le Québec des régions et Montréal. S'il est possible de lire le Québec de la sorte en 1995, les sondages de 1999-2001 concernant les choix des électeurs anglo-Québécois et allophones révèlent, quant à moi, un phénomène fort important : ces électeurs manifestent, depuis le dernier référendum, un appui croissant au projet de « souveraineté partenariat ». Force est donc de reconnaître que ce projet est celui des Québécois et Québécoises de toutes origines ; cela témoigne, comme l'ont signalé d'autres sondages, d'un certain rapprochement entre les Québécois de langue française et ceux qui ont d'autres origines linguistiques.

Les Raisons fortes se termine par deux chapitres insérés dans la troisième partie sous-titrée : « la souveraineté pour quoi faire? » Avec eux, les auteurs quittent le terrain des sondages et des analyses explicatives pour entrer dans celui de l'analyse causale. Or, si leurs analyses ont permis de décoder certains comportements, ces deux chapitres ne fournissent pas d'explications aussi convaincantes. Aussi faut-il les recevoir comme autant d'hypothèses à valider.

De l'avis de Gagné et Langlois, l'une des principales causes des variations dans le comportement des électeurs et électrices serait la transformation du Parti québécois en simple machine politique au service d'une élite gouvernante. Ils y voient une dérive. Et celle-ci serait d'autant plus grave que les membres de cette élite, qui cherchent à assurer leur reproduction, s'accrochent au pouvoir pour promouvoir une approche interventionniste envers des bénéficiaires de programmes plutôt que de traiter « les gens en citoyens responsables ».

Ces élites, somme toute, se comporteraient de la même façon que celles qui se sont approprié la gouverne du Québec dans un passé lointain et récent. Nourries par un mouvement social, elles chercheraient à l'utiliser à leurs fins, si bien que le Parti québécois serait devenu aujourd'hui l'affaire de ceux et celles « pour qui l'indépendance politique devient la menace d'un coût inutile » (p. 150). Elles ne chercheraient qu'à jouer de finesse pour gouverner une province, se contenteraient de vanter à l'occasion des valeurs autonomistes mais travailleraient, sans trop le dire, à inscrire le Québec dans le moule des changements chers aux rentiers, créanciers, grands financiers et capitalistes néo-libéraux.

Cette conclusion interpelle le lecteur. Elle souligne les manigances d'une élite dirigeante davantage intéressée à assurer sa pérennité. D'accord. Elle signale aussi que cette élite sert surtout de courroie aux intérêts du capital. D'accord. Elle avance de plus que le projet du type I serait tout autre que ce que ces élites valorisent. Là, je suis partagé. Les défections notées ne rognent pas tout le support identifié dans le type I et celles-ci sont compensées par

des appuis nouveaux. Aussi suis-je enclin à penser que les élites péquistes ont manœuvré pour se trouver des appuis compensatoires, ce que révèlent les nouveaux soutiens entre 1999 et 2001.

Force cependant est de reconnaître que les manœuvres péquistes ont seulement conduit à moduler différemment ces appuis. À mon avis, là est le véritable problème. Et ce problème renvoie à deux points abordés par Gagné et Langlois : 1) l'écart entre les porteurs du projet et les dirigeants péquistes ; et 2) l'absence d'un discours valorisant à la fois la nation politique québécoise et le désir des Québécois et Québécoises de toutes origines de développer ici un projet politique associé à une citoyenneté participative. Pour aborder ces deux points, un détour s'impose.

Toute l'argumentation des auteurs repose sur un mouvement *nationalitaire*, qualifié de mouvement social. Ce mouvement avait des assises sociales profondes tout en étant imprégné de visées nationalistes. L'association entre revendications autonomistes de type *nationalitaire* et attentes sociales a été assez constante au sein du Parti québécois, les fondateurs ayant été imbus d'idéaux réformistes. Ailleurs, notamment chez les Flamands, les revendications *nationalitaires* émanent plus des milieux bourgeois que des groupes sociaux.

Dans les processus *nationalitaires*, le genre d'association qui a pris forme au Québec est plus fréquent. Cependant, lorsque ce processus s'éloigne de l'ambiguïté que véhicule le concept *nationalitaire* – sa particularité étant de promouvoir l'égalité ou l'indépendance –, et qu'apparaissent des visées sécessionnistes, c'est qu'il s'est produit un changement substantiel au sein de la population. Les sondages après le référendum de 1995 le révèlent. Pour l'aborder, la théorie des mouvements sécessionnistes était plus appropriée, car elle prend davantage en considération le politique que les mesures sociales, ce qui n'exclut pas l'intérêt que représente la question sociale.

Avec ce changement, une hiérarchie nouvelle s'instaure, celle-ci ayant le projet de pays comme assise et tout ce qu'un tel projet véhicule : régime politique, citoyenneté, prise en charge de responsabilités nouvelles découlant de la sécession, aménagements des pouvoirs existants, présence internationale, armée, etc. Or, depuis le référendum de 1995, seul le concept de nation a été retouché sans toutefois que les retouches n'amènent à des gestes politiques conséquents. Quant aux incidences d'une nouvelle hiérarchie, peu de choses ont été proposées. En fait, rien. Par contre, la conjoncture économique aidant, divers programmes se sont vu réduire, affectant davantage les personnes aux revenus modestes. En d'autres termes, après 1995, alors qu'irradiait une conception politique de la nation québécoise, les élites péquistes se sont enfermées dans un discours de bons gestionnaires provinciaux.

Voilà, à mon avis, ce qui expliquerait la frileuse percée au sein des Anglo-Québécois et des allophones ainsi que la désertion des électeurs et électrices des types I et II. Si les élites péquistes avaient déployé un discours et des programmes visant à consolider la nation politique québécoise et privilégié une conception du « vivre ensemble », constitution qui aurait encouragé la participation des citoyens, il y a fort à parier que les sondages de 1999-2001 auraient donné des résultats différents.

Cette interprétation fait sens sous l'angle des mouvements sociaux et sous celui des mouvements sécessionnistes. Lorsqu'un tel écart se manifeste, les opposants (les néo-capitalistes et les promoteurs de la construction nationale canadienne) à ces mouvements jubilent. Aussi doit-on se demander, tout comme l'ont fait Gagné et Langlois, si le Parti québécois n'est pas, tout compte fait, coupé du Québec qui bouge et donc incapable de travailler vers

l'établissement de la nation politique québécoise. Autrement dit, la nation politique québécoise n'est-elle pas aujourd'hui orpheline d'un instrument, parti ou autre chose, qui lui permettrait de réaliser ses ambitions?

Claude Bariteau
Département d'anthropologie
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Mariane BINKLEY, *Set Adrift. Fishing Families*. Toronto, University of Toronto Press, 2002, 219 p., tabl., append., bibliogr., index.

Cet ouvrage décrit et analyse l'expérience et la contribution des femmes de pêcheurs de Nouvelle-Écosse dans les années 1990. Binkley montre comment le soutien et le travail (salarié, non salarié et domestique) de ces femmes permettent de maintenir en vie l'industrie des pêches. Elle analyse en profondeur les dynamiques internes des maisonnées dépendant des pêcheries, leurs stratégies d'adaptation à cette activité et la manière dont les femmes de pêcheurs contribuent au maintien social, économique et moral de leur famille, de leur communauté et de toute l'industrie. Elle compare les maisonnées de pêcheurs côtiers et hauturiers et analyse les conditions de vie particulières des femmes de ces différents types de maisonnée en raison du travail singulier de leurs maris.

Après une présentation générale de la vie de ces femmes, Binkley explique les enjeux qu'elles affrontent : les pressions économiques sur la maisonnée, l'effet des absences prolongées de leurs maris, et l'adaptation personnelle, émotionnelle, professionnelle et sociale.

La deuxième partie du livre aborde la vie quotidienne. L'auteure analyse les relations sociales que ces femmes doivent développer avec les autres membres féminins de leurs réseaux et avec leur communauté pour soutenir leur famille et comment leur travail, leurs tâches domestiques et l'éducation des enfants sont conditionnés par le travail des époux. Elles tentent d'intégrer leurs maris dans la vie domestique de la maisonnée, mais ce n'est pas toujours facile, surtout quand l'alcoolisme et la violence conjugale s'en mêlent.

Les défis sont aussi économiques. Les femmes se tournent vers le travail salarié pour subvenir aux besoins de leur famille, car bien que ces maisonnées n'aient pas été affectées par le moratoire sur les espèces de fond, le seul revenu des maris ne suffit plus en raison de la crise des pêcheries de l'Atlantique Nord et de la chute des stocks de poisson. Ces changements transforment la dynamique de la maisonnée, et la nouvelle indépendance économique de ces femmes se répercute sur le couple, notamment pour ce qui concerne l'utilisation des revenus.

Cette étude ne propose pas de nouveautés sur le plan théorique, mais jette une lumière intéressante sur les femmes et les rapports de genre dans un milieu mal connu. Toutefois, un travail d'analyse plus poussé aurait accru la portée de ce livre. En effet, les données statistiques sont traitées de manière conventionnelle ; l'analyse des différences entre les deux milieux (pêche côtière et pêche hauturière) est peu approfondie ; les conséquences sociales de la crise des pêches sont abordées en surface. Il en résulte que ces femmes de pêcheurs semblent des sujets passifs, résignées à une vie sur laquelle elles n'ont que peu de pouvoir. Une